

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 67

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2660 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

Faire face à la crise
et aux dangers de
guerre

Retraites : une
réforme qui ne mérite
que la poubelle

Page 3

Les travailleurs de
plus en plus pauvres
à La Réunion

Page 4

Ceta : dans la cuisine
du capital

Page 7

Grande distribution :
un capitaliste
remplace l'autre

Page 8

Maurice

Combine financière
entre Maurice et les
pays africains, leurs
peuples spoliés

Page 12



Vimeo

Faire face à la crise et aux dangers de guerre

La tension monte dans le golfe Arabo-Persique. Depuis que les États-Unis ont interdit à l'Iran de vendre son pétrole, le détroit d'Ormuz, ce bras de mer large de quelques dizaines de kilomètres où circulent des milliers de pétroliers venant du monde entier, est devenu le point chaud du conflit.

Pour l'instant, il y a eu des drones abattus, des pétroliers attaqués ou arraisonnés et des déclarations menaçantes. Cela n'ira peut-être

pas plus loin et, après coup, ces événements seront présentés comme une des nombreuses périodes de tension finalement retombées. Mais rien ne le garantit.

Trump a annoncé au mois de juin qu'il avait annulé un bombardement aérien sur l'Iran dix minutes avant que ses avions ne décollent. Il a osé se donner le rôle du pacifiste, lui qui, depuis qu'il est élu président des États-Unis, joue au va-t-en-guerre aux quatre coins de la planète.

Mais derrière la comédie, il y a la réalité des armes. Les bombardiers B-52 sont bel et bien prêts à décoller. Des porte-avions et leur flotte croisent en mer d'Arabie et en Méditerranée, à portée d'intervention de l'Iran. Et 35 000 soldats sont stationnés dans les bases américaines des pays du Golfe.

L'Iran est acculé. En gendarme du monde capitaliste, les États-Unis veulent soumettre le pouvoir iranien qui leur tient tête depuis quarante ans. Et les déclarations des dirigeants iraniens ou leurs actions militaires, comme cet arraisonnement d'un pétrolier anglais au prétexte qu'il était entré en collision avec un bateau de pêche, illustrent surtout leur impuissance face à ce que ce pays et sa population subissent, depuis qu'un blocus économique est imposé par les États-Unis.

Jusqu'où ira Trump ? Plus de quinze ans après l'invasion de l'Irak, est-il en train de préparer une nouvelle guerre du Golfe, cette fois-ci contre l'Iran ? L'escalade actuelle est imprévisible et pourrait y mener, même au-delà des plans de la diplomatie américaine. Une telle guerre pourrait avoir des conséquences planétaires.

Déjà, le bras de fer entre les États-Unis et l'Iran a entraîné le positionnement de toutes les grandes puissances, des impérialismes européens au Japon et à la Russie, ainsi que celui de toutes les puissances régionales, de l'Arabie saoudite à Israël en passant par la Turquie.

Le monde est plongé dans un contexte de crise économique, de concurrence commerciale, d'excitations nationalistes et de course aux armements tel qu'une étincelle guerrière en un endroit pourrait se généraliser en incendie. Le Proche-Orient, qui est déjà ravagé par la guerre depuis des années en Irak, en Syrie ou au Yémen, est loin d'être le seul endroit de tension dans le monde. De l'Asie à l'Afrique en passant par l'Europe, toute la situation internationale est une gigantesque poudrière. Ce sont de telles périodes de tension qui, dans le passé, ont mené aux deux conflits mondiaux.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », avait dit le socialiste Jean Jaurès bien avant 1914. Tant que les grands groupes industriels et financiers domineront l'économie, leurs guerres économiques mèneront toujours à des guerres militaires. Tant que ces grands groupes ne seront pas expropriés, collectivisés et pris en main par l'ensemble de la société, tant qu'ils resteront propriété privée d'une poignée d'actionnaires, le monde sera guidé par la seule règle que la bourgeoisie reconnaît dans sa recherche du profit maximum : « Après moi, le déluge. »

La classe ouvrière est la seule classe sociale capable d'offrir un autre avenir à l'humanité car, dans le combat contre le capitalisme, elle n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes et elle seule peut proposer une organisation économique fondée sur la propriété collective des moyens de production et sur la planification de cette production en fonction des besoins de l'ensemble de l'humanité et de ses possibilités réelles.

La question de l'avenir de la société humaine est entre les mains des travailleurs. Ils doivent retrouver le chemin de la lutte de classe et de l'organisation collective pour défendre leurs intérêts matériels et leur droit à une vie digne pour tous. Mais, au-delà, ils doivent se donner les moyens de renverser cet ordre social capitaliste qui mène toute la société à la barbarie. La question n'est pas seulement de se défendre, d'imposer des augmentations de salaire ou des retraites correctes. L'avenir que la société capitaliste leur prépare, à eux et à leurs enfants, est peut-être d'aller au champ de bataille ou d'être écrasés sous les bombes, sur une planète rendue de plus en plus inhospitalière par les conséquences de la course au profit.

L'avenir dépend de la classe ouvrière, de sa capacité à prendre conscience de son rôle historique, qui est de changer cette société pour en faire une société humaine. Il dépend de la capacité des femmes et des hommes qui la composent de reconstruire, ici comme dans d'autres pays, des partis communistes révolutionnaires capables de concrétiser cette perspective.

Retraites : une réforme qui ne mérite que la poubelle

Rendu prudent par le mouvement des gilets jaunes, dans lequel se sont engagés de nombreux retraités révoltés par le niveau de leur pension, Macron a repoussé à 2020 l'examen du projet de réforme des retraites. Il promet des mois de débat et de concertation à partir des propositions de Delevoye. Sans doute espère-t-il faire passer la pilule en la diluant.

Comme à chaque fois, le gouvernement justifie sa réforme par le fait qu'il faut financer de plus en plus de retraités avec de moins en moins d'actifs. Pourtant, la productivité du travail a augmenté et chaque actif crée plus de richesses. Mais, dans cette économie en crise, la part des travailleurs est sans cesse rognée afin d'augmenter les profits des capitalistes.

La réforme fera donc les poches de tous les travailleurs. Au nom de la justice, elle entend supprimer les 42 régimes spéciaux dont bénéficient encore certaines catégories, notamment dans la fonction publique. La « justice » à la sauce gouvernementale, c'est voler tous les travailleurs et leur imposer une même régression.

En remplaçant le calcul sur les 25 meilleures années ou les six derniers mois par des points accumulés tout au long de la vie professionnelle, ce projet frappe en particulier les plus précaires, contraints aux temps partiels, à l'intérim entrecoupé de chômage et aux salaires à minima. Il leur faudrait accepter des pensions encore plus basses, à cause du peu de points accumulés.

La valeur des points, elle, pourrait évoluer en fonction de la situation économique et démographique, autant dire selon le bon vouloir du gouvernement et du grand patronat. Et, pour couronner le tout d'une couche d'hypocrisie, la réforme recule l'âge de départ tout en prétendant ne pas y toucher. Car partir à 62 ans signifiera

RETRAITES : LE GOUVERNEMENT PREND DES MESURES



accepter une pension amputée de 10 % !

La réforme envisagée par Macron poursuit et aggrave les politiques précédentes. Les capitalistes poursuivront user au travail plus longtemps les travailleurs qu'ils jugeront utiles de garder. Quant à tous ceux qui se retrouvent sans emploi, au gré des licenciements, à 50, 55 ou 60 ans, c'est en tant que chômeurs, et bien souvent en tant que chômeurs en fin

de droits, qu'ils arriveront à l'âge de la retraite, avec une pension de misère à la clé.

Des journées de mobilisation sont annoncées à la rentrée, dont celle de la CGT le 24 septembre. Ce sont des occasions à saisir pour commencer la mobilisation contre cette nouvelle attaque.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 3 AOÛT de 9H00 à 10H30

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 4 AOÛT de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 16 AOÛT de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 17 AOÛT de 8H30 à 10H00

Réforme de la fonction publique ou comment rendre les emplois précaires

Le 23 juillet le Parlement a adopté le projet de loi dit de « transformation de la fonction publique ».

Avec cette nouvelle réforme, le gouvernement se donne pour objectif de réduire de 15 000 le nombre de fonctionnaires d'ici 2022 pour faire des économies.

En même temps, ce projet de loi prévoit d'introduire plus de flexibilité et surtout de la précarité dans les trois fonctions publiques.

Ainsi, les administrations de l'État, les hôpitaux, les collectivités territoriales pourront avoir davantage recours aux contractuels. Pour l'instant, ils ne peuvent recruter des contractuels que de catégorie A. La future loi élargit cette possibilité aux deux autres catégories B et C.

De plus, elle permet de créer un CDD de « projet » limité au maximum à six ans qui ne pourra donner lieu à un CDI, encore moins à la titularisation.

Cette loi va aggraver un peu plus la situation des salariés de la fonction publique qui est loin d'être mirobolante pour un nombre croissant d'entre eux.

À La Réunion, 80 % des agents territoriaux sont non-titulaires ; 24 % le sont au CHU. Dans l'Éducation nationale, 3 % des enseignants du second degré sont des contractuels. Chaque année, c'est l'épée de Damoclès car ils ne sont pas garantis d'avoir tous un poste.

À Mayotte, la situation est pire : les contractuels représentent 50 %

des enseignants du secondaire.

Le gouvernement et son ministre de la fonction publique Darmanin qui ne veulent plus de « contrats à vie » continuent le travail que leurs prédécesseurs ont commencé.

En mai 2019, en 2007, 2003 ou encore en 1995 les réformes Philippe, Fillon, Raffarin, le plan Juppé avaient fait se mobiliser des centaines de milliers de fonctionnaires qui ont fait grève pendant plusieurs semaines.

En 2006, la mobilisation de la jeunesse avait forcé Chirac à retirer sa loi sur le contrat premier embauche (CPE).

Alors, loi adoptée ou pas, les travailleurs ne restent jamais longtemps l'arme aux pieds !

Les travailleurs de plus en plus pauvres à La Réunion

Une étude de l'Insee de 2016 publiée ce mois-ci apporte la preuve chiffrée de ce que les classes populaires vivent quotidiennement, à savoir la pauvreté grandissante.

Cette étude montre qu'en 2016 39 % des Réunionnais, soit 332 000 personnes vivaient sous le seuil de pauvreté métropolitain qui est de 1026 euros par mois ; la moitié de la population disposait de moins de 1230 euros pour subvenir à leurs besoins ; 10 % d'entre eux survivaient avec moins de 340 euros mensuels.

En trois ans, non seulement le sort des travailleurs les plus modestes ne s'est pas amélioré, mais leur nombre a probablement augmenté à cause des attaques contre le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs menées par le gouvernement en phase avec les capitalistes qui continuent de licencier, de rendre l'emploi plus précaire, qui bloquent les salaires, qui augmentent les prix des marchandises y compris celles de première nécessité.

En décembre 2018 et jusqu'à cette année, les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les retraités ont bloqué les rues des semaines durant pour dénoncer justement la dégradation de leurs conditions de vie et pour

mettre en avant des revendications pour l'augmentation du pouvoir d'achat.

Le gouvernement leur a répondu par des blablas insipides et par la répression.

Macron a annoncé récemment la mise en place de son « plan pauvreté » dans dix départements dont La Réunion, d'un montant de 8 milliards d'euros...sur quatre ans. Une misère comparée aux centaines de milliards données par an à la bourgeoisie qui continue de s'enrichir en appauvris-

sant le monde du travail avec l'aide de l'État.

Ce n'est donc pas en comptant sur le gouvernement et le bon vouloir des patrons que les travailleurs verront leurs conditions de vie s'améliorer. Cette perspective dépendra uniquement de leur capacité à se battre pour imposer notamment des augmentations de salaires, des allocations, des pensions, pour interdire les licenciements, pour exiger la répartition du travail entre tous sans diminution de salaires.

Les riches toujours plus riches



Arnault, deuxième fortune mondiale : à quel prix ?



Bernard Arnault, président et principal actionnaire de la multinationale du luxe LVMH, vient d'être sacré deuxième homme le plus riche du monde. Sa fortune professionnelle, c'est-à-dire la valeur actuelle de son énorme paquet d'actions LVMH, dépasse désormais les 100 milliards de dollars.

Le gonflement du magot reflète exactement la hausse du cours de l'action LVMH, plus 50 % depuis le début de l'année. Le chiffre d'affaires du groupe, autour de 50 milliards de dollars, comme la quantité d'objets produits et commercialisés n'augmentent, eux, que de quelques pour-cent.

Le fondement nécessaire de la fortune de Bernard Arnault est bien entendu l'exploitation des plus de 150 000 salariés du groupe. Ils fabriquent les produits de luxe, c'est-à-dire coûteux, que LVMH vend à ces millions de gens qui s'enrichissent de la surexploitation croissante des travailleurs. Par exemple, un tiers du chiffre d'affaires de Louis Vuitton est réalisé en Chine, où ce ne sont pas les ouvrières qui se crèvent les yeux à monter des téléphones qui achètent des sacs griffés. En revanche, on imagine très bien ceux qui organisent leur exploitation, les mêmes qu'ici, fils de « bonne » famille ou nouveaux riches.

La guerre de classe en cours enrichit surtout les grandes familles capitalistes groupées dans quelques organismes financiers, banques et gestionnaires de fonds. Les profits tirés de l'exploitation des travailleurs sont convertis en masses énormes de capitaux, à la recherche de placements sûrs et rentables. Il faut croire que les bourgeois pensent qu'il y a plus d'avenir dans le caviar que dans le kebab, puisque l'action LVMH ne cesse de grimper alors que les investissements productifs stagnent, que les emplois disparaissent, que les travailleurs s'appauvrissent.

Arnault gagne donc sur tous les tableaux et se rapproche du firmament capitaliste. Mais le fait qu'il y accède de cette façon et sur ce créneau montre dans quelle impasse mène la course au profit.

Violences policières : les victimes, les responsables et ceux qui les couvrent



Manifestation d'étudiants contre les violences policières - Flickr

Samedi 20 juillet plus de 1 500 manifestants ont défilé devant le commissariat de Beaumont-sur-Oise en région parisienne pour de nouveau réclamer : « Justice pour Adama ». Il y a tout juste trois ans, le 19 juillet 2016, Adama Traoré, 24 ans, mourait à l'occasion d'un simple contrôle d'identité, les gendarmes l'ayant étouffé sous leur poids.

Depuis, toute une machine judiciaire, des procureurs de la République aux juges d'instruction et aux médecins légistes mandatés par la

justice, s'est activée pour couvrir ce crime, n'hésitant pas à propager des mensonges sur l'état de santé de la victime. Cette même machine, qui a laissé les gendarmes totalement impunis, s'est acharnée sur la famille d'Adama, qui se bat encore trois ans plus tard pour que vérité et justice soient rendues.

Dans ce cortège, il y avait aussi la famille de Lamine Dieng, mort en 2007 à 25 ans dans un fourgon de police à Belleville.

Au même moment, Castaner, le

ministre de l'Intérieur, a rappelé à sa manière que les violences policières ne sont pas que des bavures mais relèvent d'un choix assumé au sommet de l'État. Le 16 juin, il a remis la médaille de la sécurité intérieure à plus de 9 162 policiers s'étant fait remarquer à l'occasion des affrontements contre des gilets jaunes. Parmi ces décorés, on compte deux commissaires impliqués à Nice dans la charge ayant gravement blessé Geneviève Legay, une femme de 73 ans, en la projetant à terre ; un officier responsable du tir de grenade ayant tué, à Marseille, Zineb Redouane qui fermait les volets de son appartement du 4e étage ; un autre encore ayant donné l'ordre de gazer la foule lors de la fête de la musique à Nantes, entraînant la disparition du jeune Steve Maia Caniço dans la Loire...

Au-delà des bras qui tiennent les matraques, il y a les chefs de la police et de la gendarmerie, le ministre de l'Intérieur et le gouvernement qui légitiment et même honorent les violences policières.

Greta Thunberg à Paris : question climatique et mise en scène politique

Mardi 23 juillet, la jeune Suédoise de 16 ans Greta Thunberg était invitée à s'exprimer, avec quelques autres intervenants, jeunes et scientifiques, dans une salle de l'Assemblée nationale par un collectif de 162 parlementaires de différents partis.

D'autres députés, de droite ou d'extrême droite, ont eux critiqué cette réunion, attaquant la jeune Thunberg comme le « prix Nobel de la peur ». S'en prendre à la jeunesse de celle qui depuis un an a lancé une grève de l'école contre le réchauffement climatique ou en minimiser les risques est lamentable. La plupart des

scientifiques, eux, décrivent les effets d'une augmentation de la température de la planète sur la hausse du niveau des mers, l'intensité des vagues de chaleur, les cultures, la pêche, les espèces animales et végétales, et bien sûr sur les populations humaines, avec les ouragans, les pluies torrentielles, les famines, la pauvreté et la misère.

Mais la réception organisée par le collectif Accélérons, fondé par Matthieu Orphelin, député ex-LREM, proche de Nicolas Hulot, a tout d'une mise en scène pour se donner le rôle de combattant contre une catastrophe

environnementale. Pour Orphelin : « *Il faut entendre cet appel de la génération climat, qui appelle à en faire plus dans un mouvement collectif.* » Que signifie « en faire plus » ? Cela reste une formule creuse tant l'on ne désigne pas les vrais responsables du danger pour l'écologie. S'agit-il de faire la morale à toute la population pour qu'elle « en fasse plus », ou de mettre hors d'état de nuire les puissances qui dirigent l'économie et l'ensemble de la société en fonction du seul critère du profit immédiat ?

Limiter l'impact des activités humaines sur le climat supposerait de les contrôler collectivement en fonction des besoins et des possibilités, y compris celles de la planète. Cette planification supposerait une autorité et un gouvernement mondiaux de l'économie. Cela ne peut que passer par l'expropriation de la bourgeoisie, pour laquelle n'existe que le calcul égoïste. Sans cette volonté, tous les discours écologiques des gouvernants et de leurs soutiens ne sont que mise en scène.



Greta Thunberg, lors d'une manifestation à Paris.

L'espace, enjeu militaire

Dans le prolongement de la ministre des Armées Florence Parly, qui depuis plusieurs mois communique sur la nécessité de construire une défense de l'espace, Emmanuel Macron a annoncé le 14 juillet la création d'un commandement militaire dans ce domaine, doté d'un budget de 3,6 milliards sur six ans.

En octobre 2018, le chef d'état-major de l'armée de l'air déclarait déjà : « *Si nous perdons la guerre dans l'espace, nous perdons la guerre tout court.* » Le fait qu'un satellite franco-italien de communication militaire aurait été approché par un appareil russe en 2017 a été invoqué pour justifier cette nouvelle étape dans la course aux armements et les nouveaux financements.

L'armée française, qui intervient

sur plusieurs continents, utilise comme toutes les autres les moyens de communication et de renseignement rendus disponibles par les réseaux de satellites européens et bien souvent américains. Mais, dans cette course à l'utilisation militaire de l'espace, la France et même l'Europe font figure de lilliputiens face aux dépenses des États-Unis dans le domaine spatial, entre 12 et 15 milliards par an. Les États-Unis disposent de 150 satellites militaires, alors que la Chine et la Russie en possèdent 30 chacune. Depuis 2017, les mises sur orbite de satellites se sont accélérées, avec plusieurs centaines par an. On ne peut pas toujours différencier les satellites militaires de ceux destinés à des usages civils, car ils peuvent répondre aux deux objectifs.

Il en va de la course à l'espace comme de l'armement nucléaire : l'impérialisme français y tient pour rappeler qu'il est là et qu'il veut avoir sa place parmi les grandes puissances. Et surtout la bourgeoisie française tient aux financements qui découlent de cette politique, que jamais, au grand jamais, elle n'accuse de créer inutilement de la dette. Macron, Parly et le gouvernement sont là pour l'assurer qu'ils continueront à engloutir « un pognon de dingue » dans le domaine militaire, quitte à le faire au détriment de tout ce qui serait utile et indispensable à la vie de la population.

Ceta : dans la cuisine du capital

Le traité commercial entre l'Union européenne et le Canada, le Ceta, signé par les députés européens et en vigueur depuis septembre 2017, a été voté par les députés français mardi 23 juillet. Pour devenir définitif, du moins autant qu'un traité peut l'être, il doit encore être accepté par les sénateurs français et par ceux des États européens qui ne l'ont pas encore approuvé.

L'accord vise à fluidifier les relations commerciales entre les deux parties, qui représentent actuellement plus de 60 milliards d'euros, en supprimant la plupart des taxes douanières. Les signataires affirment évidemment que le traité sera bénéfique aux entreprises concernées. Outre le fait que le bien des entre-

prises n'a pas grand-chose à voir avec le bien des travailleurs, il existe là comme ailleurs un gouffre entre les petites entreprises et les trusts mondiaux.

De fait, il y a peu de protestation du côté des grands groupes capitalistes. Pour cause, ce sont eux qui ont tenu la plume des rédacteurs du traité durant les huit années qu'ont duré les négociations, eux qui ont sacrifié si nécessaire les intérêts des plus petits, eux qui ont poussé à ce que l'Union européenne revienne sur certaines normes sanitaires.

Du coup, si des petits producteurs se sentent menacés par le Ceta, il n'en est rien des investissements directs présents et futurs des capitalistes européens au Canada, et réciproquement, qui seront mieux

protégés. Le ministère des Affaires étrangères cite Michelin, Lafarge et la Sodexo parmi ceux-ci. Ces trusts pourront désormais y étendre leurs affaires sans aucune limitation.

De nombreux écologistes, à commencer par Nicolas Hulot, dénoncent les dangers potentiels du Ceta et l'absurdité de l'intensification de certains échanges, au moment où l'on parle de réduire les émissions de CO2. Ils ont certainement raison, à ceci près que le danger n'est pas le Ceta en soi, ni l'un quelconque des traités négociés entre capitalistes, mais le système lui-même.

Ne s'en prendre qu'au Ceta revient à se battre contre des moulins à vent.

Albioma : retombées polluantes... et financières !

En mai dernier, le groupe Albioma qui exploite les deux centrales thermiques de Bois Rouge et du Gol se faisait rappeler à l'ordre par les services de l'État pour dépassements des rejets d'émissions atmosphériques pour sa centrale de l'Est avec « absence de démonstration de l'efficacité des actions correctives ». Il s'agit donc d'un récidiviste !

« Albioma se voit donner un délai de six mois pour corriger ses valeurs limites d'émission (VLE). La société est également mise en demeure de respecter d'autres obligations comme la rédaction annuelle d'un rapport d'activité et d'un bilan annuel de la surveillance à destination de l'inspec-

tion » écrit le JIR du 12 juillet 2019, avec le sanctions administratives (consignation de somme, amende, astreinte, suspension administrative).

Ce groupe capitaliste qui exploite des centrales de production d'électricité privées aux Antilles et à La Réunion depuis l'ouverture du marché de l'énergie en 1996 réalise pourtant un chiffre d'affaire en constante augmentation et de confortables profits.

Au premier semestre 2019, le premier avait augmenté de 19 % par rapport au premier semestre 2018 et les seconds de 17 %.

Il devrait donc disposer d'une trésorerie suffisante pour mettre ses

installations en conformité avec les normes environnementales... à moins que ses bénéficiaires se soient déjà envolés sur les comptes de ses actionnaires !



01

EDF : la direction ne manque pas d'énergie...pour serrer la vis à ses agents !

À EDF, la direction du centre Île de La Réunion entreprend à nouveau une réforme de ses services qu'elle veut rentabiliser. Dans les exploitations techniques, elle met la pression sur les ouvriers pour qu'ils renoncent aux 32 heures collectives pour revenir aux 35 heures. Et peu lui importe de savoir si sa décision perturbe la vie des agents. Seules

comptent les économies en embauches et en RTT qu'elle pourra ainsi réaliser.

Cette décision ne tombe pas au hasard. Elle s'inscrit dans l'offensive générale contre les travailleurs menée par la bourgeoisie et le gouvernement à son service.

EDF va être scindé en deux. D'une part EDF production d'énergie

qui restera contrôlée par l'État et d'autre part EDF distribution et agences commerciales qui verra son capital ouvert au privé.

C'est le prétexte saisi pour tenter d'imposer des reculs et de diviser les travailleurs.

Une seule réponse : un front commun contre toutes les attaques !

Grande distribution : un capitaliste remplace l'autre

Fin mai, la maison mère de Vindémia, Rallye a été placée en sauvegarde par le tribunal de commerce de Paris pour cause de dette accumulée d'un montant de 3 milliards d'euros.

Afin de réduire sa dette Rallye a

décidé de vendre sa filiale Vindémia (les magasins Score et Jumbo Score à La Réunion) au plus offrant et l'a trouvé auprès du groupe capitaliste Hayot, qui possède déjà dans l'île les magasins Continent, mais aussi

Décathlon, les concessions Renault, Mr Bricolage, Danone, etc., pour la somme de 219 millions d'euros. Un montant qui est loin de combler le déficit de Rallye et une transaction qui ne garantit pas qu'Hayot ne s'en prenne pas demain aux travailleurs des magasins qu'il a rachetés.

Son directeur général, Stéphane Hayot, a déclaré au Quotidien qu'il n'y aurait pas de licenciements pour postes en doublon par exemple.

Mais les 3000 travailleurs des Score et Jumbo ont raison de se méfier et de se préparer à tous les mauvais coups possibles de la part de leur nouveau patron quand on sait comment le groupe Hayot traite ses salariés (bas salaires, contrats précaires et à temps partiels, pressions, voire harcèlement de la hiérarchie, non application des conventions collectives nationales, par exemple dans ses concessions Renault).



Pas d'intérêts communs entre patrons et travailleurs !

Une fois de plus, à l'occasion de cette vente d'entreprise on a entendu certains se désoler que le patrimoine économique réunionnais passait dans des mains étrangères. Comme si le fait d'être exploité par des capitalistes réunionnais protégeait les travailleurs de La Réunion de l'exploitation et des licenciements, comme si les travailleurs de La Réunion disposaient d'un quelconque pouvoir dans les entreprises dirigées par des capitalistes réunionnais !

Hayot, le repreneur de Vindémia, a d'ailleurs exploité le même filon pour se défendre de toute accusation d'opportunisme financier en déclarant au Quotidien du 23 juillet : « *Qu'est-ce qui est préférable ? Un fonds d'investissement étranger (américain) avec toutes les incertitudes que sa politique implique concernant la production locale et l'emploi ? Ou un groupe ultramarin familial, très attaché à La Réunion ?* »

Les capitalistes réunionnais ne sont pas plus attachés qu'Hayot à un

territoire que leurs concurrents étrangers.

On peut citer l'exemple d'un De Châteauvieux qui a fait exploser son chiffre d'affaires en investissant successivement dans la canne, dans l'immobilier, l'audiovisuel, la pêche, puis l'off-shore pétrolier à l'international, le remorquage portuaire en France. Bien d'autres capitalistes « péi » (Quartier Français, Oléinde, Apavou) ont développé leurs affaires dans de multiples territoires.

Les travailleurs auraient bien tort de lier leur sort à celui de leurs exploiters, fussent-ils d'origine réunionnaise.

Quels que soient leurs patrons, ils doivent défendre leurs propres intérêts de classe contre les prétentions, l'exploitation et l'hostilité dont ils sont victimes de la part de leurs employeurs.

Cette manœuvre capitaliste a provoqué quelques déclarations de députés réunionnais.

Jean Hugues Ratenon : « *s'il ne m'appartient pas d'interférer dans une transaction commerciale privée, il est de mon devoir d'appeler à la vigilance .* »

Le PLR, le parti de la député Huguette Bello, craint, de son côté, que le Groupe Bernard Hayot « *ne devienne un cartel qui contrôle les hypers marchés à La Réunion* » et demande à l'Autorité de la Concurrence de bien contrôler la légalité de cette vente.

C'est sûr que les capitalistes doivent être mis sous surveillance, même mieux sous le contrôle des travailleurs et de la population qui mettront à jour où sont passés les millions et milliards de profits réalisés en exploitant le travail et en bénéficiant de l'argent public avec les cadeaux fiscaux.

C'est une perspective qui n'entre pas dans le champ de vision des députés mieux rodés à faire lanterner qu'à préparer les luttes nécessaires.

Migrants : l'inhumanité au centre de rétention de Roissy

Le 11 juillet, la Cimade, seule association qui vient en aide aux migrants à l'intérieur du centre de rétention administrative du Mesnil-Amelot, situé à côté des pistes de l'aéroport de Roissy, a annoncé qu'elle se retirait, ne pouvant plus faire face à la multiplication des situations de violence.

« Des hommes et des femmes s'automutilent ou tentent de se suicider dans les centres de rétention administrative. Au cours de ces quinze derniers mois, deux hommes se sont donné la mort... D'autres se révoltent ou expriment leur désespoir à travers des lettres publiques, des grèves de la faim, des émeutes ou des tentatives d'incendie. » C'est ainsi

que commençait la lettre ouverte envoyée par l'association au ministre de l'Intérieur, Castaner, mais elle n'a été suivie que d'une réponse laconique, sans aucune amélioration sur le terrain.

Depuis 2018, avec la loi Asile et immigration, la durée de rétention a doublé, passant à trois mois. Le nombre de places d'enfermement a fortement augmenté, atteignant plus de 1 500. Plus de 45 000 migrants ont été internés l'an dernier, certains risquant la mort dans leur pays d'origine s'ils sont expulsés. Des malades atteints du VIH y ont été privés de traitement pendant plusieurs semaines. Des enfants sont de plus en plus souvent enfermés, de même que

des femmes enceintes. Des personnes souffrant de graves troubles psychiques et sans aucun traitement y sont mélangées aux autres dans la plus grande promiscuité.

Depuis janvier, différents mouvements collectifs de grève de la faim se sont produits dans plusieurs centres. La politique du ministère de l'Intérieur est de faire du chiffre et d'incarcérer toujours plus. Voilà le visage de la politique du gouvernement Macron envers les migrants, lui qui prétend incarner le « progressisme » en face de l'extrême droite.

DANS LES ENTREPRISES

Les travailleurs du GHER dans le viseur de la direction du CHU

Le dernier rapport de la Chambre régionale des comptes a mis en garde la direction du CHU contre la dérive financière du GHER. Elle chiffre le déficit de celui-ci à 2,4 millions en 2017 en nette augmentation après celui de 2015 (536 000 €) et celui de 2016 (1,6 million d'euros).

Faisant l'impasse sur les prêts bancaires pourris contractés par la direction du GHER lors de la construc-

tion de celui-ci, sans que les responsables soient d'aucune façon inquiétés, mais au contraire maintenus dans leurs postes et généreusement payés, pas plus que sur la baisse des tarifs médicaux qui ont plombé les comptes du GHER à hauteur de 2,8 millions, la Chambre ne trouve pas mieux que de préconiser de remettre en cause la prime de vie chère des agents ou leurs congés bonifiés.

Non contents d'avoir imposé le non-paiement des heures supplémentaires pour cause d'insuffisance d'effectifs au personnel du GHER, sa direction en complicité avec l'ARS et l'État voudraient à présent leur imposer une baisse nette de ses rémunérations.

Les travailleurs du GHER doivent s'opposer avec force à ce nouveau racket.

CHU... T ! On dégraisse les effectifs !

À l'hôpital de Terre-Sainte, la direction du CHU avait annoncé la suppression de sept lits au service hépato-gastro-entérologie suite aux injonctions du Copermo « pour un retour à l'équilibre budgétaire » de l'établissement public.

Face au mécontentement provoqué par cette annonce dans le personnel, elle avait reporté sa décision à 2020. Mais voilà qu'elle annonce à présent la suppression de neuf nou-

veaux lits en hospitalisation complète.

La direction du CHU n'a qu'une idée en tête, centraliser ce service au CHU Nord au plus vite pour diminuer ses dépenses.

Peu lui importe que les malades du sud de l'île ne puissent être pris en charge à proximité de leur domicile quand ils ont besoin de se faire hospitaliser en urgence. Son urgence à elle, c'est de faire des économies, et elle a choisi de les faire sur le dos du

personnel et au détriment des malades.

Une solution inhumaine et inacceptable que doivent refuser ensemble soignants et patients.



Débrayages à l'Ehpad de Saint-André

Ce jeudi 1er août, les salariés de l'Ehpad de Saint-André viennent de débrayer pour la troisième fois en un mois.

Les causes du mécontentement sont multiples mais la principale est le manque d'effectifs. Les employés dénoncent une situation de « *souffrance et de burn out généralisé* » dans ce établissement qui est géré par le CCAS de la ville.

En effet, selon les soignants, le week-end dernier, il manquait un agent sur quatre par étage ; une aide

médico-psychologique (AMP) pour s'occuper de 15 pensionnaires pendant 7 heures d'affilée.

Outre de meilleures conditions de travail, les salariés réclament également une prime de 15,24 euros pour les auxiliaires de vie et une valorisation des primes de nuit et de travail dominical.

Dans leur action, le personnel a le soutien des familles.

De son côté, le directeur du CCAS trouve « *laborieux de comprendre de telles revendications aux*

regard des réalités nationales qui s'imposent à tous » (Le Quotidien du 30 juillet 2019).

C'est une façon cynique de dire que les travailleurs de l'Ehpad en demandent trop, en plus de les accuser de faire de la « déconstruction » !

Les travailleurs font montre de détermination. Ils ne se laisseront pas intimider par le maire et président du CCAS ainsi que par ses lieutenants !

DANS LE MONDE

Victimes du paludisme et du capitalisme

Depuis quelques années, les scientifiques constatent une recrudescence du paludisme dans plusieurs pays d'Afrique. Face à cette situation, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) annonce que des tests d'un vaccin vont être lancés à grande échelle au Malawi, au Kenya et au Ghana, trois pays dans lesquels cette maladie fait d'énormes ravages sur la population. Ce vaccin, mis au point depuis 1987, a une action limitée, puisque les essais cliniques réalisés à petite échelle n'ont prouvé qu'une efficacité de 30 à 40 % des cas.

Malgré ces résultats modestes, ce vaccin pourrait constituer un petit espoir pour ceux qui souffrent de cette maladie. Selon les chiffres officiels des organismes liés à l'ONU, chaque année 250 000 enfants de moins de 5 ans succombent à cette maladie. D'autres sources d'estimation ont permis à des chercheurs d'avancer le chiffre hallucinant de 429 000 décès causés par le paludisme (adultes compris), rien que dans les pays du Sahel en 2015.

Face à cette maladie, et à cause des difficultés liées à la pauvreté, les populations se mobilisent pour trouver des solutions du côté de la médecine traditionnelle, c'est-à-dire la pharmacopée. Mais de nombreuses



fois on s'empoisonne, car les effets secondaires des potions ne sont pas du tout contrôlés. Tout cela est pratiqué en l'absence d'examens médicaux, d'analyses de sang et au vu et au su des autorités médicales. Les gouvernements ferment les yeux sur ces pratiques qui ne leur coûtent rien, préférant consacrer le budget aux achats d'armes et aux privilèges.

À Madagascar, lors de la dernière saison des pluies, qui est en même temps la saison des eaux stagnantes dans lesquelles se développent les larves des moustiques vecteurs de paludisme, les égouts à ciel ouvert et les conduites d'eau pluviale ont encore débordé. Comment s'étonner dans ce cas que toutes sortes de maladies se développent ? Une forme grave de paludisme, que l'on croyait en

sommeil, est actuellement de retour : elle est connue par les gens du pays sous le nom de bemangovotra. Les personnes qui l'attrapent ne peuvent s'en sortir qu'avec des soins intensifs, qui pour la plupart sont hors de leur portée. Les victimes, pour l'immense majorité des gens du peuple, périssent en grand nombre. Là aussi, on est réduit à recourir aux tradipraticiens et à la « médecine par terre », même lorsqu'on a un emploi. Dans la plupart des cas, les salaires des travailleurs, y compris ceux des zones industrielles, ne leur permettent pas de se soigner convenablement.

C'est pourquoi on peut affirmer que, en Afrique comme ailleurs, les gens ne meurent pas qu'à cause des microbes. Ils meurent aussi à cause du système capitaliste.

Le mouvement s'invite dans la Coupe d'Afrique

En Algérie, le mouvement populaire a fini par coïncider avec la Coupe d'Afrique des nations de football et la victoire en finale de l'équipe nationale algérienne.

Au-delà du nationalisme toujours présent autour de ce type de compétition, celle-ci a été l'occasion pour les supporters et les joueurs algériens de relayer le mouvement, le *Hirak en arabe*, qui secoue le pays depuis cinq mois. En fait, depuis déjà un an, depuis l'été 2018, la violence très présente dans les stades avait relativement disparu et les clubs de supporters rivalisaient pour composer des chants contestataires dénonçant le régime. En partie organisée autour des clubs de supporters, la

jeunesse des quartiers populaires a été un des fers de lance du Hirak.

Gaïd Salah, le chef d'état-major de l'armée, qui prétend répondre au mouvement populaire par une opération mains propres au sein du personnel dirigeant, a voulu saisir l'occasion fournie par les succès de l'équipe algérienne pour accréditer l'image d'un homme proche du peuple. Pour permettre aux supporters d'assister à la finale, il a fait affréter trente-sept avions, dont des avions de l'armée, pour les acheminer au Caire où avait lieu ce match.

La finale de la Coupe coïncidait en Algérie avec le 22e vendredi de la contestation. Ce jour-là encore, des cortèges importants ont parcouru les

grandes villes pour exiger le départ des « 2B », Bédoui le Premier ministre et Bensalah le président par intérim. Certains ont même crié : « Le seul B qu'on veut c'est Belmadi ! », du nom du sélectionneur algérien qui a lui aussi salué le Hirak.

Malgré les tentatives de récupération du pouvoir algérien, le succès du football algérien est ainsi vécu comme étant aussi celui du mouvement populaire et de cette jeunesse en quête d'un meilleur avenir, qui s'est en partie organisée et politisée dans les stades. Il y avait cela aussi dans l'enthousiasme qu'elle a manifesté au soir de la victoire dans les rues d'Algérie ou même de France.

RDC

L'épidémie d'Ebola progresse sur fond de chaos

L'épidémie d'Ebola qui touche l'est de la République démocratique du Congo (RDC) depuis août 2018 a déjà fait 1 700 morts. Elle menace maintenant de s'étendre au-delà des frontières.

Ebola est extrêmement redoutée du fait de son taux de décès très élevé (60 % pour l'épidémie actuelle) et de sa rapidité à provoquer la mort des

patients infectés, en quelques jours. Cette épidémie est la dixième depuis la découverte de la maladie en 1976, et déjà la deuxième plus meurtrière.

La RDC fait face à une prolifération de maladies endémiques : paludisme, choléra, rougeole. Toutes font des centaines de milliers de morts, alors que des traitements existent. Ebola est un exemple de plus de ces maladies de la misère : comme elle n'a pour le moment touché que des régions pauvres d'Afrique, la recherche médicale a été très lente. Il n'y a pas de traitement après infection. Il existe néanmoins un vaccin expérimental, depuis 2016, et une campagne de vaccination est en cours, menée par des ONG et par l'Organisation mondiale de la santé, qui a déclaré l'état d'urgence sanitaire.

Mais les difficultés ne sont pas simplement médicales. L'est du Congo est entre les mains de bandes armées cherchant à contrôler les ressources minières pour les revendre aux trusts occidentaux qui pillent la

région. Cela rend la lutte contre l'épidémie d'Ebola qui nécessite l'acheminement du vaccin réfrigéré à moins 60 degrés, l'installation de dispensaires, encore plus difficile. Certaines des bandes armées y voient l'opportunité de prélever leur dîme, en se proposant comme organes de maintien de l'ordre, comme elles le font pour les minerais. La plupart des équipes médicales se mettent sous la protection de l'armée gouvernementale, mais celle-ci ne vaut souvent guère mieux que les milices. La population elle-même se méfie autant des unes que de l'autre.

Les responsables d'ONG craignent que la campagne anti-Ebola aille trop lentement pour endiguer l'épidémie, ce qui pourrait conduire à un désastre.

L'impérialisme n'est pas responsable du virus. Mais c'est bien lui qui a créé toutes les conditions pour sa propagation.



Combine financière entre Maurice et les pays africains, leurs peuples spoliés



Port Louis

Le Consortium international des journalistes d'investigation (CIJI) a rendu les « Mauritius Leaks » : 200 000 documents, envoyés anonymement et provenant du cabinet spécialiste de la finance off-shore Conyers Dill & Pearman . Ils dévoilent les dessous d'une gigantesque machine à optimisation fiscale dont les pays africains sont les premières victimes.

De grands groupes tels que le franco-japonais CFAO y déposent ainsi la majeure partie de leurs bénéfices et n'y sont imposés qu'à hauteur de 0 à 3 %, bien en-dessous des taux des pays africains où ces groupes exercent leurs activités économiques.

Cette migration de masses d'argent vers Maurice se solde par une perte de millions pour les États africains concernés dont les dirigeants sont complices en ayant accepté de signer des traités de non-double imposition de groupes capitalistes, et avec la bénédiction du Fonds Monétaire International, dirigé, il y a peu de temps encore, par la française Christine Lagarde, ex-ministre de l'économie de Sarkozy, qui en mai 2019 félicitait le gouvernement de Maurice pour sa « performance économique ».

En effet, c'est en toute légalité capitaliste que la bourgeoisie mauricienne réalise grâce à ce genre de placements financiers, 55 % de son Produit Intérieur Brut... dont les tra-

vailleurs de l'île, mauriciens ou immigrés, ne voient pas plus la couleur que les populations pauvres d'Afrique !

L'indignation morale qu'a provoquée cette révélation de la part de certains responsables politiques est d'autant moins crédible que c'est tout le système capitaliste au pied duquel ils se prosternent qui fonctionne sur la recherche du profit maximum pour une infime minorité de prédateurs au détriment de toutes les populations.

C'est ce système qu'il faut mettre à bas !

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

**Diner Dansant
de
Lutte ouvrière**

le 5 octobre 2019

**Réservez vos
places dès
maintenant
auprès de nos
militants !**

